

**Déclaration des syndicats (SPUQ, SEUQAM, SCCUQ, SÉTUE)  
et des associations étudiantes facultaires de l'UQAM**  
(ADEESE, AEESG, AESS, AFEA, AFELLC, AFESH, AFESPED)

[www.jappuieluqam.org](http://www.jappuieluqam.org)

Mesdames,  
Messieurs,

Après lecture du document déposé au Conseil de l'administration de l'UQAM, mardi 4 mars, les 4 syndicats de l'UQAM et les 7 associations facultaires étudiantes unissent leurs forces et rejettent avec vigueur et indignation le rapport définitif de PricewaterhouseCoopers sur la situation financière et le plan de redressement de l'UQAM.

Le rejet en bloc de ce rapport repose essentiellement sur les conséquences désastreuses qu'entraînerait inévitablement l'application des recommandations de PricewaterhouseCoopers et des mesures proposées par la direction de l'UQAM, tant sur la mission de notre Université, la poursuite de son développement et le maintien de son patrimoine académique que sur les conditions de travail et d'étude de ceux et celles, étudiants et employés, qui la fréquentent et y travaillent.

Les syndicats et les associations étudiantes de l'UQAM notent de nombreuses contradictions dans la démarche et les conclusions des experts-comptables. Ainsi et alors que le rapport énonce, dès le sommaire, que « *l'absence d'aide financière du gouvernement en sus de celle promise pour l'Îlot Voyageur pourrait compromettre non seulement la mission de l'UQAM, mais également sa survie* » (p. 10), il met pourtant systématiquement de l'avant de vastes compressions tout en les considérant, par ailleurs, insuffisantes à l'atteinte de l'équilibre budgétaire.

Si les auteurs du rapport reconnaissent que « *la portée de leur mandat excluait spécifiquement [la question de] la gouvernance de l'UQAM* » (p.10), ils s'y aventurent toutefois résolument lorsqu'ils recommandent « *d'exclure les doyens de l'accréditation syndicale* » de même que les vice-doyens et les directeurs de département. (p.11). Cette recommandation contredit, en effet, le caractère innovateur sur lequel l'UQAM a bâti sa spécificité, à savoir un fonctionnement collégial. Qui plus est, elle engendre des dépenses supplémentaires plutôt que des économies avec le passage, pour ceux qu'elle vise, d'un salaire de professeur à celui, plus élevé, de cadre.

Diminution des services et augmentation du coût des études pour les étudiants, dégradation des conditions de travail et pertes d'emploi pour les employés constituent l'essentiel des propositions faites par les experts-comptables qui n'hésitent pas à les accompagner de diverses recommandations académiques et pédagogiques. Dans cette perspective, il apparaît déjà que la firme PriceWaterhouseCoopers a outrepassé ses compétences et le mandat qui lui avait été donné par la direction précédente.

Mais plus encore, nous nous élevons contre l'absurdité et l'erreur de compréhension qu'il y a à s'appuyer sur une évaluation comptable d'activités académiques et à fonder sur elle un plan de redressement. De la même manière, il est inacceptable de vouloir considérer un service public à l'aune de l'entreprise privée. L'apport de notre Université au développement de la société québécoise et à son enrichissement est indéniable. Sa contribution, en matière de développement du savoir et d'accessibilité aux études est de beaucoup supérieure au coût qu'elle représente pour la société et ne se réduit pas à une lecture comptable.

Dans l'analyse effectuée comme dans les recommandations proposées, la perspective idéologique qui cherche à rabattre l'établissement universitaire, service public, sur le modèle des entreprises privées menace l'UQAM. La pertinence de l'existence des programmes est reliée au nombre de ses inscrits et non pas au savoir qu'ils engendrent. De plus, l'augmentation préconisée du nombre d'étudiants dans les cours ou celle de la plage horaire fait fi des particularités de la population étudiante de l'UQAM, notamment le fait que 46 % des étudiants sont à temps partiel. Ces recommandations ignorent les fondements mêmes de la mission de notre université.

C'est pourquoi, nous de l'UQAM, étudiantes et étudiants, professeures et professeurs, chargées et chargés de cours, employées et employés de soutien et employées-étudiantes, employés-étudiants, rejetons avec force le rapport définitif de PriceWaterhouseCoopers sur la situation financière et le plan de redressement de l'UQAM. Nous réitérons que la solution n'est pas dans les réductions massives des conditions de travail, d'enseignement et d'études ou encore de programmes, elle est dans un réinvestissement public massif pour l'UQAM. Nous n'en démordrons pas!